

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2420

[C — 2004/29238]

28 AVRIL 2004. — Décret relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécial, organisé et subventionné par la Communauté française, à l'exclusion des établissements de l'enseignement de promotion sociale.

Il organise un mécanisme de différenciation dans l'octroi des dotations ou des subventions de fonctionnement des établissements scolaires.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° implantation :

a) pour l'enseignement fondamental ordinaire : bâtiment ou ensemble de bâtiments situé(s) à une seule adresse où l'on dispense de l'enseignement maternel et/ou primaire ordinaire;

b) pour l'enseignement secondaire ordinaire : partie d'un établissement secondaire reconnue par le Gouvernement à la demande du pouvoir organisateur et sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire située dans un bâtiment ou ensemble de bâtiments constituant une réalité géographique indépendante, distante d'une autre d'au moins 200 mètres, de limite de propriété à limite de propriété, dont l'offre d'enseignement est clairement identifiable par les degrés, années d'études, sections ou options qu'elle organise;

c) pour l'enseignement spécial : bâtiment ou ensemble de bâtiments situé(s) à une seule adresse où l'on dispense tous les cours et toutes les activités éducatives pour une année d'études, un type, une forme de l'enseignement maternel spécial et/ou primaire spécial et/ou secondaire spécial;

2° conseil de zone :

a) pour l'enseignement fondamental : organe visé à l'article 14 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental. Les organes ainsi déterminés sont également compétents selon les mêmes critères géographiques pour l'enseignement fondamental spécial;

b) pour l'enseignement secondaire : organe visé à l'article 24, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. Les organes ainsi déterminés sont également compétents selon les mêmes critères géographiques pour l'enseignement secondaire spécial.

Art. 3. Le pourcentage affecté aux réserves communes, visé à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est fixé pour tous les établissements de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire subventionné à :

1° 0 pour l'année 2004;

2° 5,02 pour l'année 2005;

3° 6,63 pour l'année 2006;

4° 10 à partir de l'année 2007.

Chaque année, la réserve commune des pouvoirs organisateurs est égale :

1° pour les pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné, à la somme des montants prélevés, sur les subventions de fonctionnement des établissements d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire officiels subventionnés, par application des pourcentages visés à l'alinéa 1^{er};

2° pour les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, à la somme des montants prélevés, sur les subventions de fonctionnement des établissements d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire libres subventionnés de caractère confessionnel, par application des pourcentages visés à l'alinéa 1^{er};

3° pour les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel, à la somme des montants prélevés, sur les subventions de fonctionnement des établissements d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire libres subventionnés de caractère non confessionnel, par application des pourcentages visés à l'alinéa 1^{er}.

Dans le cas où l'admission aux subventions n'aurait pas encore été validée, les élèves concernés sont cependant pris en considération au moment du calcul de la réserve commune.

Art. 4. Le mécanisme de différenciation visé à l'article 3, § 3bis, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 précitée consiste à affecter une partie du solde de la dotation forfaitaire à une réserve commune répartie entre les implantations d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire organisées par la Communauté française selon les critères de taille et d'échelle de différenciation. Cette partie correspond à un pourcentage de la dotation forfaitaire. Ce pourcentage est fixé à :

1° 0 pour l'année 2004;

2° 5,02 pour l'année 2005;

3° 6,63 pour l'année 2006;

4° 10 à partir de l'année 2007.

Les établissements d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire bénéficiant de l'application de l'article 18 du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire ne participent pas à la constitution de la réserve commune.

Art. 5. Les montants des réserves constituées en application des articles 3 et 4, alinéa 2, sont partagés en deux enveloppes :

1° la première enveloppe, égale à 20 % de chacune des réserves communes, est consacrée à la prise en compte du critère de taille;

2° la deuxième enveloppe, égale à 80 % de chacune des réserves communes, est consacrée à la prise en compte du critère d'échelle de différenciation.

Art. 6. La répartition des montants des réserves est effectuée comme suit :

1° un montant, égal à 90 % de chacune des réserves communes, est réparti automatiquement conformément aux articles 9 à 11;

2° un montant, égal à 10 % de chacune des réserves communes, est réparti au choix des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs :

a) soit par les conseils de zone selon les modalités d'attribution et de gestion fixées à l'article 12;

b) soit automatiquement conformément aux articles 9 à 11.

Pour les pouvoirs organisateurs qui n'adhèrent pas à un organe de représentation et de coordination, le montant visé au 2° est réparti automatiquement conformément aux articles 9 à 11.

Art. 7. La somme des montants répartis dans les implantations d'enseignement fondamental du même réseau ne peut être inférieure à la somme des montants prélevés dans ces mêmes implantations.

La somme des montants répartis dans les implantations d'enseignement spécial du même réseau ne peut être inférieure à la somme des montants prélevés dans ces mêmes implantations.

La somme des montants répartis dans les implantations d'enseignement secondaire ordinaire du même réseau ne peut être inférieure à 90 % de la somme des montants prélevés dans ces mêmes implantations.

Les montants répartis dans les implantations d'enseignement spécial pour les élèves de type 5 correspondent aux montants prélevés dans ces mêmes implantations pour ces mêmes élèves.

Art. 8. § 1^{er}. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, la partie fixe de la dotation forfaitaire par élève régulièrement inscrit constituée des 75 % visés à l'article 4, § 3^{bis}, de la loi du 29 mai 1959 précitée est augmentée d'un supplément relatif au critère de taille calculé conformément à l'article 10 et d'un supplément relatif au critère d'échelle de différenciation calculé conformément à l'article 11.

La partie fixe de la dotation forfaitaire par élève régulièrement inscrit n'est pas augmentée des suppléments relatifs aux critères de taille et d'échelle de différenciation pour les établissements d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire bénéficiant de l'application de l'article 18 du décret du 12 juillet 2001 précité.

§ 2. Dans l'enseignement subventionné, la subvention de fonctionnement par élève régulièrement inscrit visée à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 précitée est égale à la subvention de base calculée conformément à l'article 9, augmentée d'un supplément relatif au critère de taille calculé conformément à l'article 10 et d'un supplément relatif au critère d'échelle de différenciation calculé conformément à l'article 11.

Art. 9. La subvention de base visée à l'article 8, § 2, est égale au montant calculé conformément à l'article 32, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 précitée affecté d'un facteur égal à 1 moins la part affectée aux réserves communes conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}.

Art. 10. § 1^{er}. Le supplément relatif au critère de taille correspond, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, à un pourcentage de la dotation forfaitaire fixée à l'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée et, pour l'enseignement subventionné, à un pourcentage de la subvention de fonctionnement fixée à l'article 32, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 2. Ce pourcentage est déterminé comme suit.

Un pourcentage qualifié de théorique, symbolisé par « Ajout_T théorique, » est obtenu, chaque année et pour chacune des implantations, par application de la formule suivante :

Ajout_T théorique = a_T * T + b_T. Où :

1° a_T et b_T sont respectivement le coefficient angulaire et l'ordonnée à l'origine de la droite qui passe par les points (T_{min.}, Ajout_{T,Max.}) et (T_{Max.}, 0),

2° T_{Min.} et T_{Max.} sont respectivement la taille, exprimée en nombre d'élèves, de l'implantation la plus petite et celle de l'implantation la plus grande parmi toutes les implantations d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire organisées ou subventionnées par la Communauté française;

3° Ajout_{T,Max.} est le pourcentage ajouté en fonction du critère de taille à l'implantation la plus petite;

4° T est la taille de l'implantation concernée exprimée en nombre d'élèves.

Lorsque la somme des suppléments théoriques relatifs au critère de taille ne correspond pas à la partie des réserves communes affectée à ce même critère, les pourcentages théoriques sont affectés d'un coefficient correcteur multiplicatif. Ce coefficient est défini comme le rapport entre la partie des réserves communes affectée au critère de taille et la somme des suppléments théoriques relatifs à ce critère.

§ 3. Conformément à l'article 6, pour chaque implantation, le supplément relatif au critère de taille correspond par élève régulièrement inscrit à 90 % ou à 100 % du supplément théorique affecté du coefficient correcteur multiplicatif visé au § 2.

Art. 11. § 1^{er}. Le supplément relatif au critère d'échelle de différenciation correspond, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, à un pourcentage de la dotation forfaitaire fixée à l'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée et, pour l'enseignement subventionné, à un pourcentage de la subvention de fonctionnement fixée à l'article 32, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 2. Ce pourcentage est déterminé comme suit :

Un pourcentage qualifié de théorique, symbolisé par « Ajout_{Diff.} théorique, » est obtenu chaque année et pour chacune des implantations, par application de la formule suivante :

Ajout_{Diff.} théorique = a_{Diff.} * INS + b_{Diff.}. Où :

1° a_{Diff.} et b_{Diff.} sont respectivement le coefficient angulaire et l'ordonnée à l'origine de la droite qui passe par les points (INS_{Min.}, Ajout_{DiffMax.}) et (INS_{Max.}, 0);

2° INS_{Min.} et INS_{Max.} sont respectivement l'indice socio-économique de l'implantation qui a l'indice le plus petit et celui de l'implantation qui a l'indice le plus grand parmi toutes les implantations d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire organisées ou subventionnées par la Communauté française;

3° Ajout_{Diff.Max.} est le pourcentage maximum ajouté en fonction du critère d'échelle de différenciation à l'implantation dont l'indice socio-économique est le plus petit.

4° INS est l'indice socio-économique de l'implantation concernée.

Par indice socio-économique de l'implantation, il faut entendre la moyenne des indices attribués aux élèves y inscrits calculée conformément à l'article 4, § 2, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives.

L'indice socio-économique des implantations est actualisé chaque année scolaire sur la base des derniers indices socio-économiques attribués aux secteurs statistiques conformément à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 30 juin 1998 précité et sur la base des données disponibles relatives à l'inscription des élèves et à leur lieu de résidence à la date du 15 janvier.

Lorsque la somme des suppléments théoriques relatifs au critère d'échelle de différenciation ne correspond pas à la partie des réserves communes affectée à ce même critère, les pourcentages théoriques sont affectés d'un coefficient correcteur multiplicatif. Ce coefficient est défini comme le rapport entre la partie des réserves communes affectée au critère d'échelle de différenciation et la somme des suppléments théoriques relatifs à ce critère.

§ 3. Conformément à l'article 6, pour chaque implantation, le supplément relatif au critère d'échelle de différenciation correspond par élève régulièrement inscrit à 90 % ou à 100 % du supplément théorique affecté du coefficient correcteur multiplicatif visé au § 2.

Art. 12. § 1^{er}. Pour chacune des réserves communes concernées, le montant égal à 10 % de la somme des suppléments théoriques relatifs au critère de taille affectés du coefficient correcteur multiplicatif et des suppléments théoriques relatifs au critère d'échelle de différenciation affectés du coefficient correcteur multiplicatif, pour l'ensemble des implantations de l'enseignement fondamental ordinaire ou spécial, d'une zone donnée, contribuant à une des réserves communes, constitue la part des enveloppes visées à l'article 6, 2°, gérée par le conseil de zone concerné de l'enseignement fondamental.

Pour chacune des réserves communes concernées, le montant égal à 10 % de la somme des suppléments théoriques relatifs au critère de taille affectés du coefficient correcteur multiplicatif et des suppléments théoriques relatifs au critère d'échelle de différenciation affectés du coefficient correcteur multiplicatif, pour l'ensemble des implantations de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécial, d'une zone donnée, contribuant à une des réserves communes, constitue la part des enveloppes visées à l'article 6, 2°, gérée par le conseil de zone concerné de l'enseignement secondaire.

§ 2. Chaque conseil de zone détermine les critères de répartition des montants dont il a la gestion de telle manière qu'ils permettent prioritairement de lutter efficacement contre l'échec scolaire, ainsi que les procédures d'introduction et d'examen des demandes. Il en informe les pouvoirs organisateurs concernés.

§ 3. Plusieurs conseils de zone peuvent de commun accord organiser une gestion commune des montants dont ils ont la gestion.

§ 4. Les décisions de répartition sont communiquées, sous la forme de pourcentages des montants dont les conseils de zone ont la gestion, pour le 30 juin de chaque année à l'administration.

A défaut, la répartition s'effectue conformément à l'article 6, 2°, b).

§ 5. Les montants attribués conformément au présent article sont assimilés aux montants transférés conformément à l'article 37, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

Art. 13. Le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, veille à ce que chaque implantation bénéficie des moyens qui lui sont dus en application des dispositions du présent décret.

Art. 14. A l'article 3, § 1^{er} bis, de la loi du 29 mai 1959 précitée, l'alinéa 1^{er} est remplacé par les termes suivants « Chaque établissement reçoit 75 % de la dotation forfaitaire établie conformément au § 3. Pour l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, une partie du solde est répartie par application d'un mécanisme de différenciation conformément au décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire et le reste est réparti par le Gouvernement selon la procédure et les modalités qu'il détermine entre l'ensemble des établissements accueillant des élèves de la catégorie visée en fonction des besoins spécifiques notamment en énergie et en équipement. Pour l'enseignement de promotion sociale, le solde est réparti par le Gouvernement selon la procédure et les modalités qu'il détermine entre l'ensemble des établissements accueillant des élèves de la catégorie visée en fonction des besoins spécifiques notamment en énergie et en équipement. »

Art. 15. A l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 précitée, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 2, alinéa 2, les termes « et sans préjudice du § 3. » sont ajoutés après les termes « doit s'inscrire dans les limites budgétaires suivantes »;

2° Le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant : « Un mécanisme de solidarité est créé entre les établissements d'enseignement fondamental et secondaire subventionné par l'affectation à une réserve commune d'un pourcentage de leurs subventions de fonctionnement. Trois réserves sont constituées; une pour les pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné, une pour les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et une pour les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel. »;

3° Le § 3, alinéa 2, est supprimé;

4° Au § 3, l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, est remplacé par les termes suivants : « Les montants ainsi constitués sont répartis entre les implantations conformément au décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire. »

Art. 16. A l'article 3, 6°, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, les termes « — pour l'enseignement secondaire partie d'un établissement secondaire reconnue par le Gouvernement à la demande du pouvoir organisateur et sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire; » sont remplacés par les termes « — pour l'enseignement secondaire ordinaire : partie d'un établissement secondaire reconnue par le Gouvernement à la demande du pouvoir organisateur et sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire située dans un bâtiment ou ensemble de bâtiments constituant une réalité géographique indépendante, distante d'une autre d'au moins 200 mètres, de limite de propriété à limite de propriété, dont l'offre d'enseignement est clairement identifiable par les degrés, années d'études, sections ou options qu'elle organise; ».

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 avril 2004.

Le Ministre-Président, Chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 513-1. — Rapport, n° 513-2. — Amendement de séance, n° 513-3. *Compte rendu intégral.* Discussion et adoption. — Séance du 20 avril 2004.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2420

[C — 2004/29238]

28 APRIL 2004. — Decreet betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op instellingen voor gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franstalige Gemeenschap, met uitzondering van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie.

Het richt een stelsel in voor de differentiatie van de toekenning van werkingstoelages of -subsidies aan onderwijsinstellingen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° vestiging :

a) voor het gewoon basisonderwijs : gebouw of gebouwencomplex gelegen op eenzelfde adres waar gewoon kleuter- en/of lager onderwijs wordt verstrekt;

b) voor het gewoon secundair onderwijs : deel van een instelling voor secundair onderwijs erkend door de Regering op verzoek van de inrichtende macht en op voordracht van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs ondergebracht in een gebouw of gebouwencomplex die een onafhankelijke geografische realiteit vormt, op minstens 200 meter afstand van een andere instelling, van eigendomsgrens tot eigendomsgrens, waarvan het onderwijsaanbod duidelijk identificeerbaar is aan de hand van de graden, studiejaar, modules of opties die ze aanbiedt;

c) voor het buitengewoon onderwijs : gebouw of gebouwencomplex gelegen op eenzelfde adres waar alle cursussen en educatieve activiteiten worden gehouden voor een leerjaar, een type, een vorm van buitengewoon kleuter-onderwijs en/of buitengewoon lager onderwijs en/of buitengewoon secundair onderwijs;

2° zoneraad :

a) voor het basisonderwijs : orgaan bedoeld in artikel 14 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in de basisscholen. De aldus bepaalde organen zijn tevens bevoegd volgens dezelfde geografische criteria voor het buitengewoon secundair onderwijs;

b) voor het secundair onderwijs : orgaan bedoeld in artikel 24, lid 1, 3°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. De aldus bepaalde organen zijn tevens bevoegd volgens dezelfde geografische criteria voor het buitengewoon secundair onderwijs.

Art. 3. Het in artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving bedoelde percentage toegekend aan de gezamenlijke reserves wordt voor alle instellingen voor basisonderwijs en gesubsidieerd secundair onderwijs vastgesteld op :

1° 0 voor het jaar 2004;

2° 5,02 voor het jaar 2005;

3° 6,63 voor het jaar 2006;

4° 10 vanaf het jaar 2007.

Elk jaar is de gezamenlijke reserve van de inrichtende machten gelijk aan :

1° voor de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs, de som van de bedragen afgehouden op de werkingssubsidies van de instellingen voor gesubsidieerd officieel basis- en secundair onderwijs, overeenkomstig de percentages waarnaar verwezen wordt in lid 1;

2° voor de inrichtende machten van het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs, de som van de bedragen afgehouden op de werkingssubsidies van de instellingen voor gesubsidieerd confessioneel vrij basis- en secundair onderwijs, overeenkomstig de percentages waarnaar verwezen wordt in lid 1;

3° voor de inrichtende machten van het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs, de som van de bedragen ingehouden op de werkingssubsidies van de instellingen voor gesubsidieerd niet-confessioneel vrij basisonderwijs en secundair onderwijs, overeenkomstig de percentages waarnaar verwezen wordt in lid 1.

Ingeval de toewijzing van de subsidiëring nog niet bekrachtigd is, wordt op het moment van de berekening van de gezamenlijke reserve niettemin rekening gehouden met de betrokken leerlingen.

Art. 4. Het in artikel 3, § 3bis, lid 1, van de voornoemde wet van 29 mei 1959 bedoelde differentiatiestelsel bestaat erin, een gedeelte van het saldo van de forfaitaire toelage te bestemmen voor een gezamenlijke reserve verdeeld over de vestigingen voor basis- en secundair onderwijs ingericht door de Franstalige Gemeenschap volgens de criteria op het gebied van omvang en differentiatieschaal. Dat gedeelte stemt overeen met een percentage van de forfaitaire toelage. Dat percentage is vastgesteld op :

1° 0 voor het jaar 2004;

2° 5,02 voor het jaar 2005;

3° 6,63 voor het jaar 2006;

4° 10 vanaf het jaar 2007.

De instellingen voor basis- en secundair onderwijs waarop artikel 18 van het decreet van 12 juli 2001 tot verbetering van de materiële toestand van de instellingen voor basis- en secundair onderwijs van toepassing is, nemen niet deel aan de samenstelling van de gezamenlijke reserve.

Art. 5. De bedragen van de reserves aangelegd overeenkomstig artikelen 3 en 4, lid 2, zijn verdeeld over twee enveloppen :

1° de eerste enveloppe, gelijk aan 20 % van de elke gezamenlijke reserve, is bestemd voor de beantwoording aan het criterium op het gebied van omvang;

2° de tweede enveloppe, gelijk aan 80 % van elke gezamenlijke reserve, is bestemd voor de beantwoording aan het criterium op het gebied van differentiatieschaal.

Art. 6. De verdeling van de bedragen van de reserves gebeurt als volgt :

1° een bedrag, gelijk aan 90 % van elke gezamenlijke reserve, wordt automatisch verdeeld overeenkomstig artikelen 9 tot 11;

2° een bedrag, gelijk aan 10 % van elke gezamenlijke reserve, verdeeld naar keuze van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten :

a) hetzij door de zoneraden volgens de toekennings- en beheersmodaliteiten beschreven in artikel 12;

b) hetzij automatisch overeenkomstig artikelen 9 tot 11.

Voor de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan wordt het bedrag waarnaar verwezen wordt in 2° automatisch verdeeld overeenkomstig artikelen 9 tot 11.

Art. 7. De som van de bedragen verdeeld over de vestigingen voor basisonderwijs van hetzelfde net mag niet lager zijn dan de som van de bedragen afgehouden van diezelfde vestigingen.

De som van de bedragen verdeeld over de vestigingen voor buitengewoon onderwijs van hetzelfde net mag niet lager zijn dan de som van de bedragen afgehouden van diezelfde vestigingen.

De som van de bedragen verdeeld over de vestigingen voor gewoon secundair onderwijs van hetzelfde net mag niet lager zijn dan 90 % van de som van de bedragen afgehouden van diezelfde vestigingen.

De bedragen verdeeld over de vestigingen voor buitengewoon onderwijs voor de leerlingen van type 5 stemmen overeen met de bedragen afgehouden van diezelfde vestigingen voor diezelfde categorie leerlingen.

Art. 8. § 1. In het onderwijs ingericht door de Franstalige Gemeenschap wordt het vaste gedeelte van de forfaitaire toelage per regelmatig ingeschreven leerling en die bestaat uit de 75 % waarnaar verwezen wordt in artikel 4, § 3bis, van de voornoemde wet van 29 mei 1959 vermeerderd met een toeslag op grond van de omvang berekend overeenkomstig artikel 10 en een toeslag op grond van de differentiatieschaal berekend overeenkomstig artikel 11.

In het geval van de instellingen voor basis- en secundair onderwijs waarop artikel 18 van het voormelde decreet van 12 juli 2001 van toepassing is, wordt het vaste gedeelte van de forfaitaire toelage per regelmatig ingeschreven leerling niet vermeerderd met de toeslagen op grond van de omvang en de differentiatieschaal.

§ 2. In het gesubsidieerd onderwijs is de in artikel 32 van de voornoemde wet van 29 mei 1959 beoogde werkingssubsidie per regelmatig ingeschreven leerling gelijk aan de basissubsidie berekend overeenkomstig artikel 9, vermeerderd met een toeslag op grond van de omvang berekend overeenkomstig artikel 10 en een toeslag op grond van de differentiatieschaal berekend overeenkomstig artikel 11.

Art. 9. De in artikel 8, § 2, bedoelde basissubsidie is gelijk aan het bedrag berekend overeenkomstig artikel 32, § 2, lid 1, van de hiervoor genoemde wet van 29 mei 1959, vermenigvuldigd met een coëfficiënt gelijk aan 1 min het gedeelte bestemd voor de gezamenlijke reserves overeenkomstig artikel 4, lid 1.

Art. 10. § 1. De toeslag op grond van de omvang stemt voor het onderwijs ingericht door de Franstalige Gemeenschap overeen met een percentage van de forfaitaire toelage vastgelegd in artikel 3, § 3, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en voor het gesubsidieerd onderwijs met een percentage van de werkingssubsidie bepaald in artikel 32, § 2, lid 1, van diezelfde wet.

§ 2. Dat percentage wordt als volgt vastgesteld.

Voor elke vestiging wordt elk jaar een theoretisch percentage, voorgesteld door « Theoretische toevoeging_O », verkregen door de volgende formule toe te passen :

Theoretische toevoeging_O = a_O * O + b_O. Waarbij :

1° a_O en b_O respectievelijk de richtingscoëfficiënt en het ordinaat aan de oorsprong van de rechte zijn die door de punten (O_{Min}, Toevoeging_{O,Max}) en (O_{Max}, 0) gaat;

2° O_{Min} en O_{Max} de omvang, uitgedrukt in aantal leerlingen, is van respectievelijk de kleinste vestiging en die van de grootste vestiging van alle vestigingen voor basis- en secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franstalige Gemeenschap;

3° Toevoeging_{O,Max} het percentage is dat toegevoegd wordt afhankelijk van de omvang van de kleinste vestiging;

4° O is de omvang van de vestiging in kwestie uitgedrukt in aantal leerlingen.

Wanneer de som van de theoretische toeslagen op grond van de omvang niet overeenstemt met het gedeelte van de voor dat criterium bestemde gezamenlijke reserves, wordt op de theoretische percentages een vermenigvuldigende correctiecoëfficiënt toegepast. Die coëfficiënt wordt omschreven als de verhouding tussen het gedeelte van de gezamenlijke reserves toegewezen aan het criterium omvang en de som van de theoretische toeslagen op grond van dat criterium.

§ 3. In overeenstemming met artikel 6 stemt de toeslag op grond van de omvang voor elke vestiging en per regelmatig ingeschreven leerling overeen met 90 % of 100 % van de theoretische toeslag bestemd voor de vermenigvuldigende correctiecoëfficiënt waarnaar verwezen wordt in § 2.

Art. 11. § 1. De toeslag op grond van de differentiatieschaal stemt voor het onderwijs ingericht door de Franstalige Gemeenschap overeen met een percentage van de forfaitaire toelage vastgelegd in artikel 3, § 3, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en voor het gesubsidieerd onderwijs met een percentage van de werkingssubsidie bepaald in artikel 32, § 2, lid 1, van diezelfde wet.

§ 2. Dat percentage wordt als volgt vastgesteld :

Voor elke vestiging wordt elk jaar een theoretisch percentage, voorgesteld door « Theoretische toevoeging_{Diff} », verkregen door de volgende formule toe te passen :

Theoretische toevoeging_{Diff} = a_{Diff} * INS + b_{Diff}. Waarbij :

1° a_{Diff} en b_{Diff} respectievelijk de richtingscoëfficiënt en het ordinaat aan de oorsprong van de rechte zijn die door de punten (INS_{Min}, Toevoeging_{-Diff,Max}) en (INS_{Max}, 0) gaat;

2° INS_{Min} en INS_{Max} de sociaal-economische index is van respectievelijk de vestiging met de laagste index en de vestiging met de hoogste index van alle vestigingen voor basis- en secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franstalige Gemeenschap;

3° Toevoeging_{Diff,Max} het maximumpercentage is dat toegevoegd wordt afhankelijk van de differentiatieschaal van de vestiging met de laagste sociaal-economische index;

4° INS de sociaal-economische index van de vestiging in kwestie is.

Onder sociaal-economische index van de vestiging wordt het gemiddelde verstaan van de indexen toegekend aan de in die vestiging ingeschreven leerlingen berekend overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is aan alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

De sociaal-economische index van de vestigingen wordt elk schooljaar geactualiseerd op grond van de laatste sociaal-economische indexen toegekend aan de statistische sectoren overeenkomstig artikel 4, § 1, van het voornoemde decreet van 30 juni 1998 en op grond van de gegevens beschikbaar met betrekking tot de inschrijving van de leerlingen en hun woonplaats op datum van 15 januari.

Wanneer de som van de theoretische toeslagen op grond van de differentiatieschaal niet overeenstemt met het gedeelte van de voor dat criterium bestemde gezamenlijke reserves, wordt op de theoretische percentages een vermenigvuldigende correctiecoëfficiënt toegepast. Die coëfficiënt wordt omschreven als de verhouding tussen het gedeelte van de gezamenlijke reserves toegewezen aan het criterium differentiatieschaal en de som van de theoretische toeslagen op grond van dat criterium.

§ 3. In overeenstemming met artikel 6 stemt de toeslag op grond van de differentiatieschaal voor elke vestiging en per regelmatig ingeschreven leerling overeen met 90 % of 100 % van de theoretische toeslag bestemd voor de vermenigvuldigende correctiecoëfficiënt waarnaar verwezen wordt in § 2.

Art. 12. § 1. Voor elke betrokken gezamenlijke reserve vormt het bedrag gelijk aan 10 % van de som van de theoretische toeslagen op grond van de omvang bestemd voor de vermenigvuldigende correctiecoëfficiënt en van de theoretische toeslagen op grond van de differentiatieschaal bestemd voor de vermenigvuldigende correctiecoëfficiënt, voor alle vestigingen voor gewoon of buitengewoon basisonderwijs van een gegeven zone, die bijdraagt tot een van de gezamenlijke reserves, het gedeelte van de in artikel 6, 2°, bedoelde enveloppen beheerd door de betrokken zoneraad van het basisonderwijs.

Voor elke betrokken gezamenlijke reserve vormt het bedrag gelijk aan 10 % van de som van de theoretische toeslagen op grond van de omvang bestemd voor de vermenigvuldigende correctiecoëfficiënt en van de theoretische toeslagen op grond van de differentiatieschaal bestemd voor de vermenigvuldigende correctiecoëfficiënt, voor alle vestigingen voor gewoon of buitengewoon secundair onderwijs van een gegeven zone, die bijdraagt tot een van de gezamenlijke reserves, het gedeelte van de in artikel 6, 2°, bedoelde enveloppen beheerd door de betrokken zoneraad van het secundair onderwijs.

§ 2. Elke zoneraad stelt de criteria vast op grond waarvan de door de raad beheerde bedragen verdeeld zullen worden, zodat ze in de allereerste plaats kunnen dienen om schoolfalen te voorkomen. Daarnaast bepaalt de raad ook de procedures voor de indiening en de bestudering van aanvragen. De raad licht de betrokken inrichtende machten terzake in.

§ 3. Meerdere zoneraden kunnen in onderlinge overeenstemming de bedragen waarvoor ze verantwoordelijk zijn, gezamenlijk beheren.

§ 4. De beslissingen op het gebied van de verdeling worden in de vorm van percentages van de bedragen waarvoor de zoneraden verantwoordelijk zijn tegen 30 juni van elk jaar aan het bestuur meegedeeld.

Zo niet gebeurt de verdeling volgens artikel 6, 2°, b).

§ 5. De bedragen toegewezen overeenkomstig dit artikel zijn gelijkgesteld met de bedragen die op grond van artikel 37, lid 2, van de hiervoor genoemde wet van 29 mei 1959 overgeschreven worden.

Art. 13. Het instellingshoofd, in het onderwijs ingericht door de Franstalige Gemeenschap, en de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, waken erover dat elke vestiging over de middelen beschikt die haar toekomen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Art. 14. In artikel 3, § 3bis, van de voornoemde wet van 29 mei 1959 wordt lid 1 vervangen door de volgende woorden : « Elke instelling krijgt 75 % van forfaitaire toelage ingesteld volgens § 3. Voor het basisonderwijs en het secundair onderwijs wordt een gedeelte van het saldo verdeeld door toepassing van een differentiatiestelsel overeenkomstig het decreet van 28 april 2004 met betrekking tot de gedifferentieerde financiering van instellingen voor basis- en secundair onderwijs en wordt de rest door de Regering volgens de door haar bepaalde procedure en modaliteiten verdeeld over alle instellingen die leerlingen van de beoogde categorie opvangen, en dat afhankelijk van de specifieke behoeften op het vlak van onder meer energie en uitrusting. Wat het onderwijs voor sociale promotie betreft, wordt het saldo door de Regering volgens de door haar bepaalde procedure en modaliteiten verdeeld over de instellingen die leerlingen van de beoogde categorie opvangen, en dat afhankelijk van de specifieke behoeften op het vlak van onder meer energie en uitrusting. »

Art. 15. Aan artikel 32 van de voormelde wet van 29 mei 1959 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 2, worden de woorden « en onverminderd § 3. » toegevoegd na de woorden « moet aansluiten op de volgende budgettaire beperkingen »;

2° § 3, lid 1, wordt vervangen door het volgende lid : « Tussen de instellingen voor gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs wordt een solidariteitsmechanisme opgericht door een percentage van hun werkings-subsidies te bestemmen voor een gezamenlijke reserve. Er worden drie reserves aangelegd : een voor de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs, een voor de inrichtende machten van het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs en een voor de inrichtende machten van het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs. »

3° § 3, lid 2, wordt geschrapt;

4° in § 3, wordt lid 3, dat lid 2 is geworden, vervangen door de volgende woorden : « De aldus gevormde bedragen worden verdeeld over de vestigingen in overeenstemming met het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs. »

Art. 16. In artikel 3, 6°, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is aan alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « — voor het secundair onderwijs : deel van een instelling voor secundair onderwijs dat door de Regering erkend wordt op aanvraag van de inrichtende macht en op voordracht van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « — voor het gewoon secundair onderwijs : deel van een instelling voor secundair onderwijs erkend door de Regering op verzoek van de inrichtende macht en op voordracht van de Algemene Overlegraad voor het secundaire onderwijs ondergebracht in een gebouw of gebouwencomplex die een onafhankelijke geografische realiteit vormt, op minstens 200 meter afstand van een andere instelling, van eigendomsgrens tot eigendomsgrens, waarvan het onderwijsaanbod duidelijk identificeerbaar is aan de hand van de graden, studiejaren, modules of opties die ze aanbiedt ».

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 april 2004.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten, Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 513-1. — Verslag, nr. 513-2. — Amendement tijdens de zitting, nr. 513-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 20 april 2004.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2421

[2004/201965]

5 MARS 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 18 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12, tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 février 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 72.05 du programme 01 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 18 décembre 2003 dans le cadre du Phasing out de l'Objectif 1 Hainaut, à savoir, le dossier suivant (intitulé, opérateur et codification du projet cofinancé) :

Phasing out de l'Objectif 1 Hainaut;

Axe 4 : Renforcer l'attractivité par la restauration et le promotion de l'image;

Mesure 4.1 : Valorisation du potentiel touristique et culturel;